

Portrait de la société canadienne : Les expériences pendant la pandémie

Diffusé à 8 h 30, heure de l'Est dans *Le Quotidien*, le lundi 27 septembre 2021

La pandémie de COVID-19 a influé sur la vie des gens de diverses manières : elle a eu une incidence sur leur état de santé, leurs moyens de subsistance et leurs liens sociaux. Elle a également eu des répercussions sur le tissu social de la société et a amené les gens à réévaluer leur sentiment d'appartenance à leur communauté.

Statistique Canada a mené sa deuxième enquête de la série Portrait de la société canadienne (PSC2) du 19 juillet au 1er août 2021. L'objectif de cette enquête est d'examiner l'incidence de la pandémie sur les points de vue exprimés par les Canadiens au sujet de leur communauté ainsi que ses effets sur leur situation économique et financière. L'enquête porte sur les expériences vécues par la population canadienne au cours des 16 premiers mois de la pandémie.

La présente étude met en évidence les répercussions sociales et économiques de la pandémie sur les groupes désignés comme minorités visibles et les personnes nées à l'étranger. Les résultats montrent que, pendant la pandémie, ces populations considéraient que leurs communautés étaient moins inclusives et que leurs quartiers étaient moins sécuritaires pour les personnes dont la couleur de la peau, l'origine ethnique ou la religion était différente. Comparativement aux autres Canadiens, ces personnes ont également déclaré que la pandémie a eu des répercussions plus importantes sur leur situation financière et leur capacité à satisfaire leurs besoins essentiels.

Bien que la plupart des Canadiens déclarent vivre dans une communauté inclusive, ce sentiment est moins répandu chez les personnes désignées comme minorités visibles et celles nées à l'extérieur du Canada

Une communauté inclusive est une communauté où les gens peuvent participer à des activités sans craindre d'être victimes de harcèlement ou de discrimination. La plupart des Canadiens (86 %) ont déclaré vivre dans une communauté inclusive pendant la pandémie. Les résultats n'ont, par ailleurs, révélé aucune différence statistiquement significative quant à la perception de l'inclusion communautaire selon le genre, le groupe d'âge et le plus haut niveau de scolarité des répondants.

Cependant, les Canadiens désignés comme minorités visibles ou nés à l'étranger considéraient que leurs communautés étaient moins inclusives pendant la pandémie. À titre d'exemple, 81 % des personnes appartenant à une minorité visible ont indiqué que leur communauté était inclusive, comparativement à 87 % des personnes qui n'appartiennent pas à une minorité visible. Parallèlement, 81 % des personnes nées à l'étranger pensaient que leur communauté était inclusive, comparativement à 88 % de celles nées au Canada. L'écart se creuse davantage lorsque les résultats sont ajustés pour tenir compte des effets liés au genre, au groupe d'âge, au niveau de scolarité et à la région de résidence des répondants.



Tableau 1
Proportion de Canadiens qui vivent au sein d'une communauté inclusive, selon le statut de minorité visible et le lieu de naissance

	%	pourcentage ajusté
Tous les Canadiens	86	86
Appartenant à une minorité visible	81 ¹	79 ²
N'appartenant pas à une minorité visible (catégorie de référence)	87	88
Nés à l'étranger	81 ²	79 ³
Nés au Canada (catégorie de référence)	88	88

1. Significatif à un niveau de 0,10.

2. Significatif à un niveau de 0,05.

3. Significatif à un niveau de 0,005.

Note(s) : Les pourcentages ajustés ont été obtenus au moyen de la régression logistique sur le fait de vivre au sein d'une communauté inclusive, selon le statut de minorité visible et le lieu de naissance, ajustés pour tenir compte du genre, du groupe d'âge, du plus haut niveau de scolarité atteint et de la région de résidence.

Source(s) : Portrait de la société canadienne — Les expériences pendant la pandémie (PCS2), 2021.

Les personnes désignées comme minorités visibles considèrent que leurs quartiers sont moins sécuritaires pour les personnes dont la couleur de la peau, l'origine ethnique ou la religion est différente

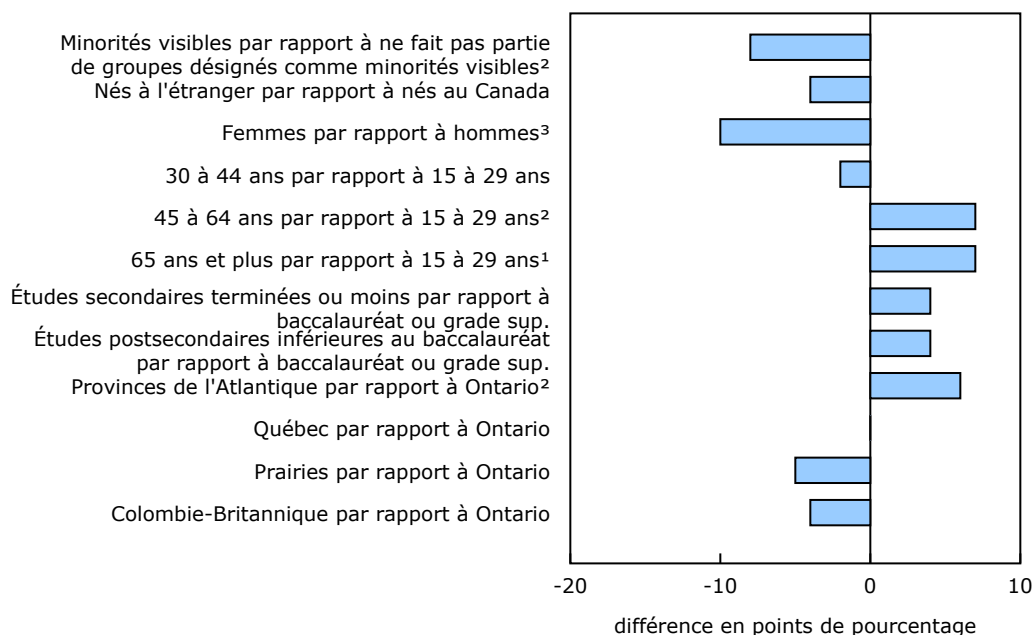
En plus des questions portant sur l'inclusion au sein de leurs communautés, les participants à l'enquête ont été interrogés sur la fréquence à laquelle ils pensent que les personnes de leur quartier avaient été harcelées ou attaquées en raison de la couleur de leur peau, de leur origine ethnique ou de leur religion depuis le début de la pandémie. Dans l'ensemble, 13 % des Canadiens ont déclaré que les personnes de leur quartier ont souvent ou parfois été ciblées pour ces raisons.

Bien que la majorité des Canadiens (87 %) considéraient leur collectivité comme sécuritaire pour les autres, d'importantes différences ont été constatées. Le graphique 1 illustre les différences, en termes de pourcentage, en matière de perception de la sécurité des quartiers selon des caractéristiques sociales comme le statut de minorité visible, le lieu de naissance, le genre, le groupe d'âge, le niveau de scolarité et la région de résidence. Il montre que les minorités visibles étaient moins susceptibles de considérer que leur quartier était sécuritaire pour les personnes dont la couleur de la peau, l'origine ethnique ou la religion était différente, comparativement aux personnes n'appartenant pas à une minorité visible (80 % par rapport à 88 %).

La perception de la sécurité dans les quartiers différait également selon le genre, le groupe d'âge et la région de résidence des répondants. Les femmes étaient moins nombreuses que les hommes à considérer que leur collectivité était sécuritaire pour les personnes d'origines diverses (82 % par rapport à 92 %), tout comme les jeunes (15 à 29 ans) comparativement aux personnes âgées de 45 à 64 ans (83 % par rapport à 91 %). Les résidents des provinces de l'Atlantique considéraient leur quartier comme plus sécuritaire que ceux de l'Ontario (93 % par rapport à 87 %).

Graphique 1

Écart relatif à la perception de la sécurité des personnes du quartier dont la couleur de la peau, l'origine ethnique ou la religion était différente, selon le statut de minorité visible, le lieu de naissance, le genre, le groupe d'âge, le plus haut niveau de scolarité et la région de résidence des répondants



1. Significatif à un niveau de 0,10.

2. Significatif à un niveau de 0,05.

3. Significatif à un niveau de 0,005.

Source(s) : Portrait de la société canadienne — Les expériences pendant la pandémie (PCS2), 2021.

Les Canadiens désignés comme minorités visibles ou ceux nés à l'extérieur du Canada déclarent avoir subi des répercussions financières plus importantes en raison de la pandémie

La pandémie de COVID-19 pose d'importants défis quant à la situation financière de nombreux Canadiens, mais elle a eu une incidence particulière sur la participation économique et le bien-être des minorités visibles et des immigrants. Plusieurs de ces Canadiens, dont un grand nombre travaille dans les industries et les services essentiels les plus souvent touchés par la pandémie, ont dû composer avec le chômage, les changements d'emploi et l'incertitude économique.

Tout au long de la pandémie, le taux de chômage des minorités visibles est demeuré plus élevé que celui des autres Canadiens (voir [La COVID-19 au Canada : le point sur les répercussions sociales et économiques après un an](#)). Les immigrants et les minorités visibles, ainsi que d'autres groupes présentant des niveaux plus élevés de pauvreté et de vulnérabilité économique, étaient également plus susceptibles de dépendre de la Prestation canadienne d'urgence (voir [Travailleurs recevant des paiements du programme de la Prestation canadienne d'urgence en 2020](#)).

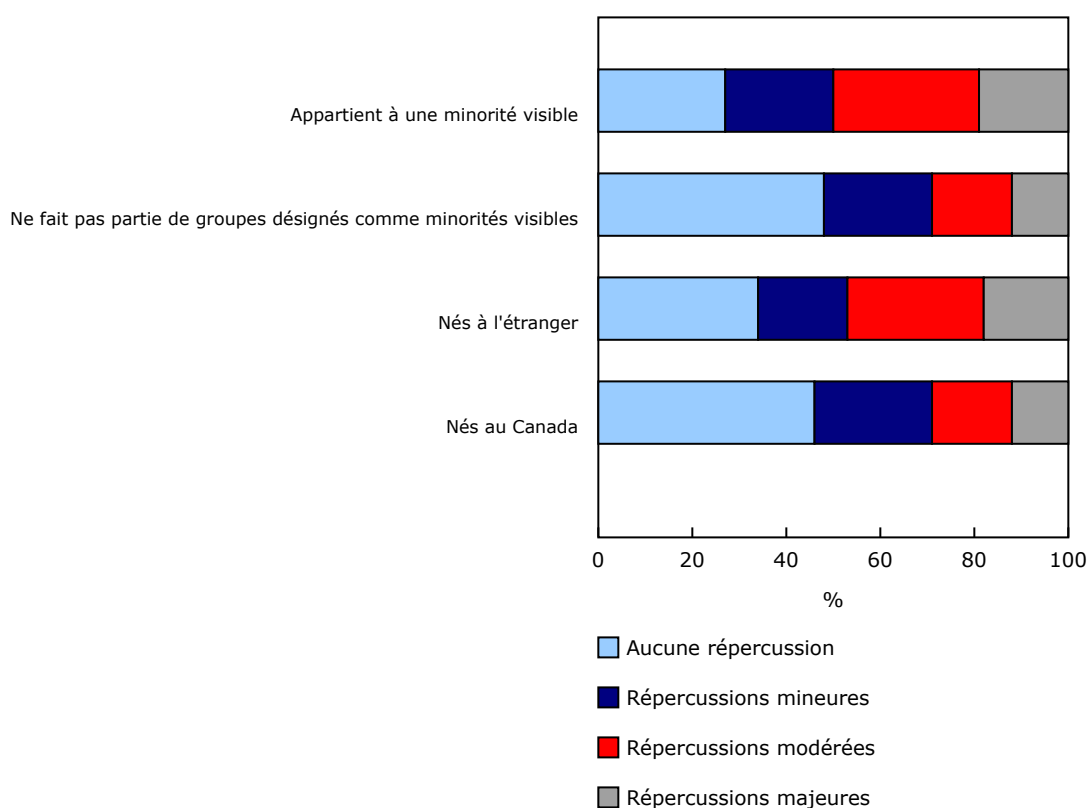
La deuxième enquête de la série PSC a permis de refléter cette situation puisqu'elle a révélé que les Canadiens désignés comme minorités visibles ou nés à l'extérieur du pays étaient beaucoup plus susceptibles que les autres Canadiens d'affirmer que la COVID-19 avait eu une incidence majeure sur leur capacité à respecter leurs obligations financières ou à satisfaire leurs besoins essentiels, comme les paiements du loyer ou de l'hypothèque,

les services publics et l'épicerie. De plus, une proportion beaucoup plus faible de Canadiens désignés comme minorités visibles ou nés à l'extérieur du pays ont déclaré que la pandémie n'avait pas engendré de répercussions pour eux sur le plan financier.

À titre d'exemple, un peu plus du quart (27 %) des personnes appartenant à une minorité visible et un peu plus du tiers (34 %) des personnes nées à l'extérieur du Canada ont déclaré que la pandémie n'avait eu aucune incidence sur leur situation financière, comparativement à près de la moitié des répondants qui n'appartiennent pas à une minorité visible (48 %) ou qui sont nés au Canada (46 %).

Graphique 2

Répercussions de la pandémie de COVID-19 sur la capacité de s'acquitter de ses obligations financières et de satisfaire à ses besoins essentiels (comme le paiement du loyer ou de l'hypothèque, des services publics ou de l'épicerie), selon le statut de minorité visible et le lieu de naissance des répondants



Source(s) : Portrait de la société canadienne — Les expériences pendant la pandémie (PCS2), 2021.

Un peu plus de la moitié des personnes désignées comme minorités visibles (51 %) et près de la moitié de celles nées à l'étranger (47 %) ont déclaré que la pandémie avait eu une incidence majeure ou modérée sur leurs finances, comparativement à 29 % des personnes faisant partie des catégories de référence. Ces différences sont demeurées très importantes après l'ajustement des résultats pour tenir compte du genre, du groupe d'âge, du niveau de scolarité et de la région de résidence.

Tableau 2

Répercussions majeures ou modérées de la pandémie sur la capacité de s'acquitter de ses obligations financières et de satisfaire à ses besoins essentiels, selon le statut de minorité visible et le lieu de naissance des répondants

	%	pourcentage ajusté
Tous les Canadiens	34	34
Appartient à une minorité visible	51 ¹	50 ¹
N'appartient pas à une minorité visible (catégorie de référence)	29	29
Nés à l'étranger	47 ¹	48 ¹
Nés au Canada (catégorie de référence)	29	29

1. Significatif à un niveau de 0,005.

Note(s) : Les pourcentages ajustés ont été obtenus au moyen de la régression logistique des personnes ayant déclaré que la pandémie avait engendré des répercussions majeures ou modérées, selon le statut de minorité visible et le lieu de naissance des répondants, ajustés pour tenir compte de leur genre, de leur groupe d'âge, de leur plus haut niveau de scolarité atteint et de leur région de résidence.

Source(s) : Portrait de la société canadienne — Les expériences pendant la pandémie (PCS2), 2021.

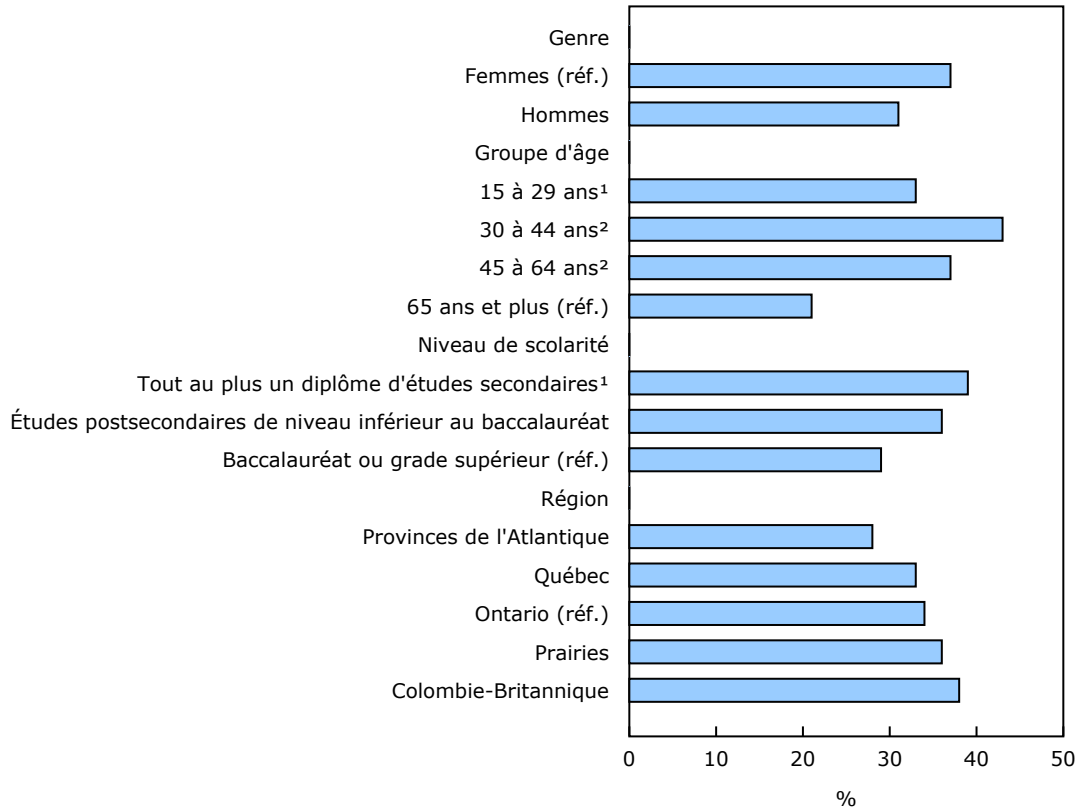
En plus de ses effets sur les Canadiens désignés comme minorités visibles ou nés à l'étranger, la pandémie a eu une incidence plus marquée sur la situation financière des adultes en âge de travailler et des personnes ayant atteint un faible niveau de scolarité par rapport aux autres groupes étudiés.

À titre d'exemple, deux fois plus de Canadiens âgés de 30 à 44 ans (43 %) ont déclaré que la pandémie avait engendré des répercussions majeures ou modérées sur leurs finances, comparativement à 21 % des Canadiens ayant atteint l'âge de la retraite (65 ans et plus). Parallèlement, 39 % des personnes ayant tout au plus obtenu un diplôme d'études secondaires ont déclaré avoir été confrontées à des difficultés financières pendant la pandémie, comparativement à 29 % de celles titulaires d'un baccalauréat ou d'un grade supérieur.

Les difficultés financières auxquelles ont dû faire face ces personnes, de même que d'autres Canadiens, découlent de l'augmentation du taux de chômage et des pertes d'emplois liées à la pandémie. Ces difficultés ont mis à l'épreuve la résilience de leurs ménages sur le plan financier (voir [La résilience financière et le bien-être financier des Canadiens au cours de la pandémie de la COVID-19](#)).

Graphique 3

Répercussions majeures ou modérées de la pandémie de COVID-19 sur la capacité de s'acquitter de ses obligations financières et de satisfaire à ses besoins essentiels, selon le genre, le groupe d'âge, le plus haut niveau de scolarité et la région de résidence des répondants



1. Significatif à un niveau de 0,05.

2. Significatif à un niveau de 0,005.

Note(s) : « Réf. » désigne la catégorie de référence.

Source(s) : Portrait de la société canadienne — Les expériences pendant la pandémie (PCS2), 2021.

Note aux lecteurs

Les données figurant dans le présent communiqué sont tirées de la deuxième enquête de la série d'enquêtes de Statistique Canada intitulée *Portrait de la société canadienne (PSC)*. La série d'enquêtes PSC est un tout nouveau projet mis de l'avant par Statistique Canada. Ce projet consiste à mener quatre très courtes enquêtes en ligne auprès des mêmes répondants au cours d'une année. Ces enquêtes à participation volontaire font appel à un panel probabiliste fondé sur l'Enquête sociale générale — Identité sociale, et sont donc représentatives de la population canadienne âgée de 15 ans ou plus.

La série d'enquêtes PSC fait partie des efforts de modernisation de Statistique Canada et est en phase pilote. Cette méthode de collecte sera affinée au fil du temps. Dans le cadre de cette étude, les poids d'enquête ont été ajustés pour minimiser tout biais potentiel qui pourrait découler de la non-réponse du panel. Les ajustements de non-réponse et le calage à l'aide de renseignements auxiliaires disponibles ont été appliqués et sont reflétés dans les poids d'enquête fournis avec le fichier de données. Malgré ces ajustements, le haut degré de non-réponse du panel augmente le risque de biais résiduel, ce qui peut avoir une incidence sur les estimations produites à l'aide des données du panel. Les utilisateurs doivent consulter le guide d'accompagnement pour connaître les lignes directrices et les considérations relatives à la qualité des données.

La première enquête de la série d'enquêtes PSC, qui portait sur les perceptions de la vie durant la pandémie, a permis de recueillir des données sur la santé mentale et générale des Canadiens, leur activité physique, leur satisfaction à l'égard de la vie ainsi que sur leurs perceptions à l'égard de l'avenir.

La deuxième enquête de la série PSC a permis de recueillir des données sur l'emploi, les avantages sociaux et la formation liés à l'emploi, l'accès aux soins de santé et l'intention de se faire vacciner, les perceptions à l'égard de la sécurité, les répercussions financières de la pandémie et les attentes quant à l'avenir. Dans cette étude, la taille de l'échantillon ne permet pas d'analyse de la population selon le groupe spécifique de minorité visible ou les populations de diverses identités de genre.

L'objectif de cette série est de comprendre en détail les besoins des collectivités afin de mettre en place des mesures de soutien appropriées pendant et après la pandémie de COVID-19. Statistique Canada tient à remercier les Canadiens qui ont pris le temps de participer à l'enquête en cette période de crise.

Définitions, source de données et méthodes : numéro d'enquête **5352**.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec nous au 514-283-8300 ou composez sans frais le 1-800-263-1136 (STATCAN.infostats-infostats.STATCAN@canada.ca), ou communiquez avec les Relations avec les médias au 613-951-4636 (STATCAN.mediahotline-ligneinfomedias.STATCAN@canada.ca).